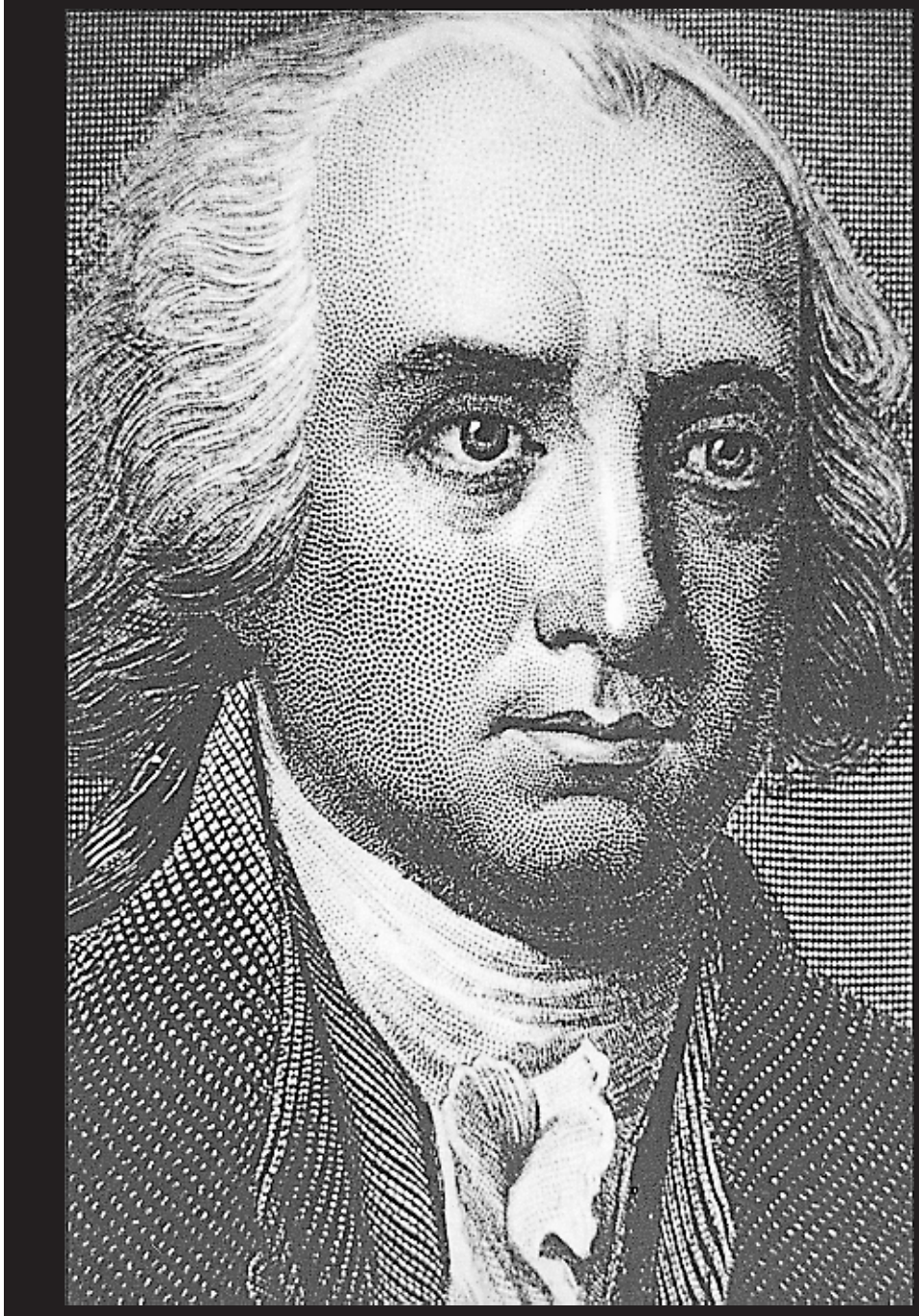
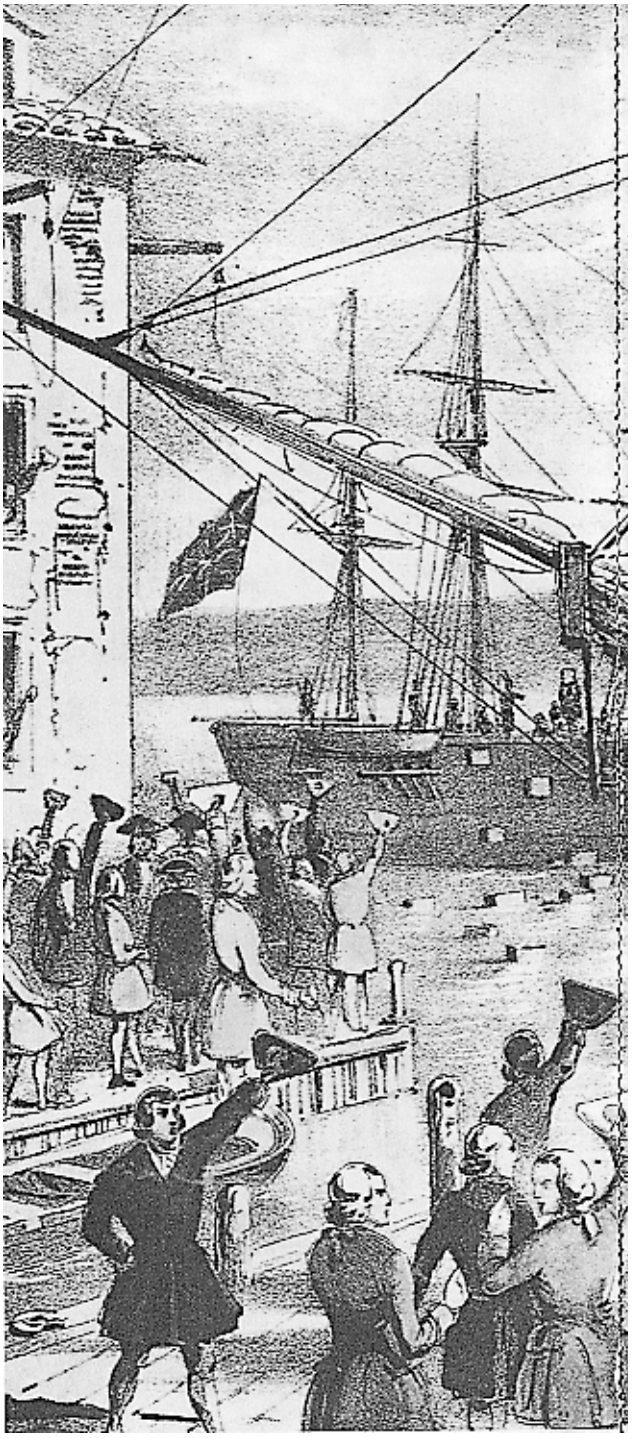


ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

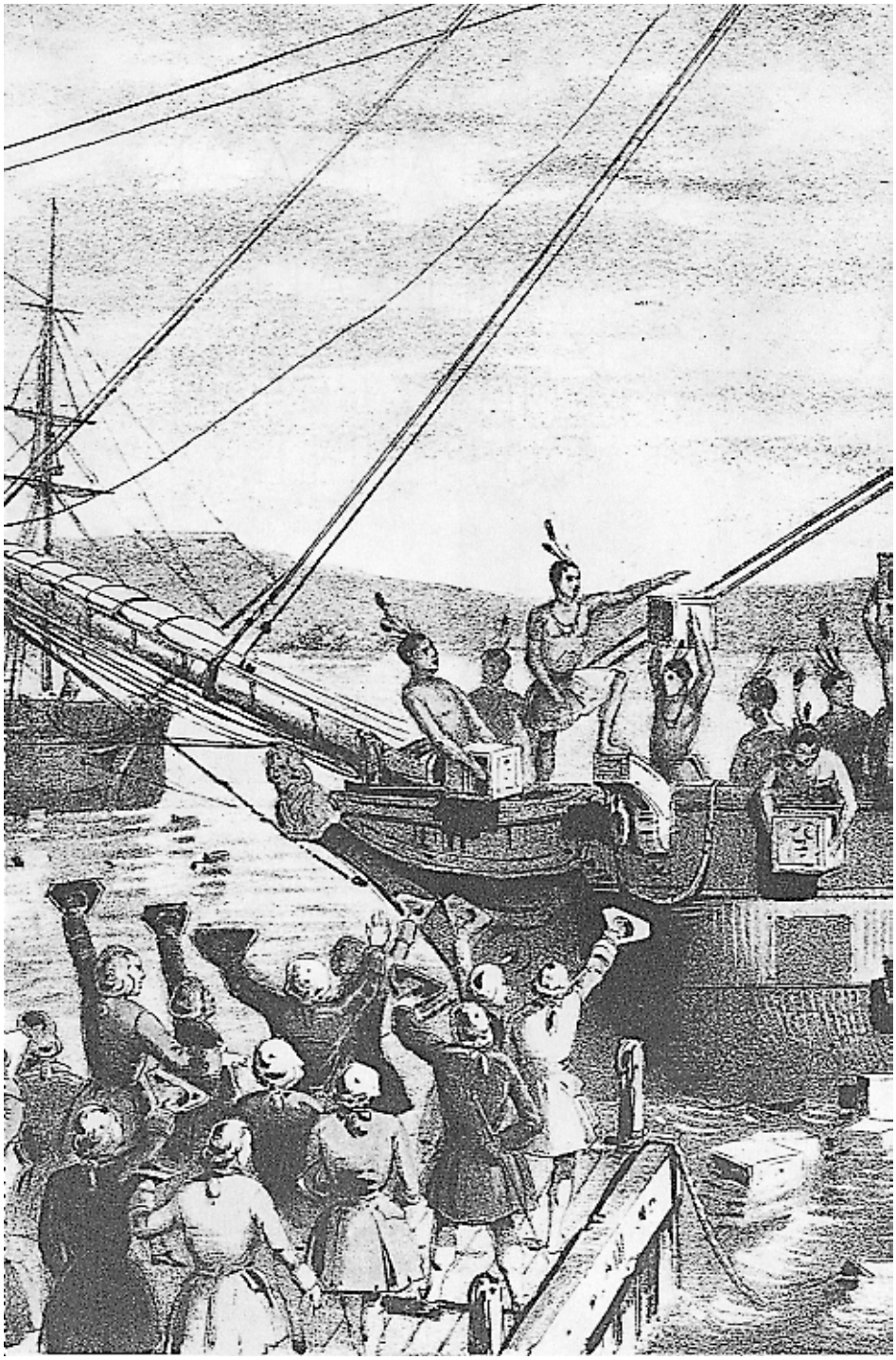
CHAPITRE TROIS

III

LA MARCHE VERS L'INDEPENDANCE



Révolte contre les taxes britanniques, ou «Boston Tea Party», 1773.



«LA REVOLUTION S'ETAIT FAITE AVANT QUE LA GUERRE NE COMMENÇAT. ELLE ETAIT DANS LE CŒUR ET L'ESPRIT DU PEUPLE.»

John Adams, ancien président des Etats-Unis, 1818

D'aucuns estiment que l'histoire de la guerre d'Indépendance américaine a débuté longtemps avant les premiers coups de feu de 1775, mais les chemins de l'Angleterre et de l'Amérique ne commencèrent à s'écarter manifestement l'un de l'autre qu'en 1763, plus d'un siècle et demi après la fondation du premier établissement permanent à Jamestown. Les colonies avaient fait d'énormes progrès sur le plan économique comme sur le plan culturel, et elles avaient presque toutes connu une longue période d'autonomie. Vers 1760, leur population s'élevait à plus de 1 500 000 habitants. Elle s'était multipliée par six depuis 1700.

UN NOUVEAU SYSTEME COLONIAL

Après la guerre contre les Français et les Indiens, la Grande-Bretagne avait besoin d'un nouveau dessein impérial, mais la situation, en Amérique, n'était pas favorable au changement. Habituées depuis longtemps à une large indépendance, les colonies demandaient un surcroît de liberté et non pas des restrictions à cet égard, tout particulièrement depuis que la menace française avait été éliminée.

Pour mettre en œuvre un nouveau système et renforcer sa mainmise sur le pays, le Parlement anglais dut affronter des colons rompus à se gouverner de façon autonome et peu disposés à supporter des ingérences.

Pour commencer, les Anglais tentèrent d'organiser l'arrière-pays. La conquête du Canada et de la vallée de l'Ohio exigeait des mesures qui ne leur aliéneraient ni la population française ni les Indiens. Mais c'est là que la Couronne entra en conflit avec les intérêts des colonies côtières dont la population augmentait rapidement. Pressées par le besoin de nouvelles terres, plusieurs d'entre elles demandèrent à s'étendre jusqu'au Mississippi.

Le gouvernement anglais craignait que l'arrivée de colons sur les nouveaux territoires ne provoque une série de guerres avec les Indiens ; en conséquence, il estima que les espaces récemment conquis devaient être ouverts aux pionniers de façon plus progressive. En restreignant la liberté de mouvement des habitants, le pouvoir royal espérait aussi renforcer sa domination sur les colonies existantes, avant d'autoriser ultérieurement la fondation de nouveaux établissements. En 1763, une proclamation royale vint réserver aux seuls Amérindiens tout le territoire de l'Ouest situé entre les monts Allegheny, la Floride, le Mississippi et le Québec. Bien que cette mesure n'ait jamais été appliquée, elle manifestait, aux yeux des colons, un mépris bien cavalier de leur droit le plus élémentaire, celui d'occuper et d'exploiter les terres occidentales.

Plus graves encore furent les conséquences de la nouvelle politique financière du gouvernement britannique. La Couronne avait besoin de ressources pour financer un empire en pleine croissance. Pour éviter que le contribuable anglais n'ait à fournir tous les fonds nécessaires à la défense des colonies, des impôts devaient être levés sur les colons eux-mêmes grâce à un renforcement de l'administration centrale. Cela ne pouvait se faire qu'aux dépens de l'autonomie gouvernementale des colonies.

Le premier pas vers l'instauration du nouveau système fut le remplacement du *Molasses Act* de 1733 (loi sur la Mélasse). Cette législation avait établi des taxes ou des droits prohibitifs sur les importations de rhum et de

mélasse en provenance des pays non britanniques. On lui substitua le *Sugar Act* de 1764 (loi sur le Sucre), qui interdisait toute importation de rhum étranger, faisait peser des droits de douane modérés sur les mélasses de toutes provenances et instituait des taxes sur les vins, les soieries, le café et nombre d'autres produits de luxe. En abaissant les droits sur la mélasse, on espérait diminuer les risques de contrebande avec les Antilles néerlandaises et françaises au profit des distilleries de Nouvelle-Angleterre. Les fonctionnaires des douanes furent invités à faire preuve d'une énergie et d'une efficacité accrues dans l'application de ces mesures. Les navires de guerre britanniques croisant dans les eaux américaines reçurent l'ordre d'arrêter les contrebandiers. En outre, des mandats particuliers autorisèrent les officiers du roi à effectuer des perquisitions dans les locaux suspects.

Les droits de douane imposés par le *Sugar Act* et les mesures adoptées en vue de son application jetèrent la consternation parmi les négociants de Nouvelle-Angleterre. Ceux-ci prétendaient que le paiement d'une taxe, aussi modique soit-elle, serait ruineux pour leurs affaires. Les commerçants, les législateurs et les assemblées de citoyens s'élevèrent contre ce texte. Des juristes des colonies décelèrent dans son préambule la première indication de l'«imposition sans représentation». Reprenant cette expression, un mot d'ordre fut par la suite lancé contre ce principe et rallia nombre de sympathisants à la cause des Américains, contre la mère patrie.

Peu après, toujours en 1764, le Parlement adopta le *Currency Act* (loi sur la Monnaie) «pour éviter que les billets à ordre émis ultérieurement dans l'une quelconque des colonies de Sa Majesté aient cours légal». Comme les colonies étaient toujours victimes d'un déficit commercial et se trouvaient constamment à cours de liquidités, cette mesure ajoutait un lourd fardeau à leur économie. Le *Quartering Act* (loi sur le Cantonnement), adopté en 1765, ne souleva pas moins d'objections de la part des colons. En effet, cette disposition les obligeait à assurer le logement et l'approvisionnement des troupes du roi ou à autoriser les soldats à occuper les auberges et les bâtiments vacants.

LE *STAMP ACT*

La dernière des mesures qui inauguraient le nouveau système colonial fut aussi celle qui provoqua la plus vive résistance organisée. Connue sous le nom de *Stamp Act* (loi sur le Timbre), elle exigeait l'apposition de timbres fiscaux sur tous les journaux, imprimés, licences, contrats de bail et autres documents juridiques. Perçu par des agents des douanes américains, ce revenu devait servir à «assurer la défense, la protection et la sécurité» des colonies.

Le *Stamp Act* pesait également sur tous ceux qui étaient dans les affaires. Aussi provoqua-t-il, au sein de la population américaine, l'hostilité des groupes les plus puissants : journalistes, juristes, ministres du culte, commerçants et hommes d'affaires. Les principaux négociants s'organisèrent rapidement et créèrent des associations pour instaurer un boycott des importations.

Le commerce avec la mère patrie déclina brutalement au cours de l'été 1765, car des citoyens éminents constituèrent le mouvement des «Fils de la liberté» – organisation secrète destinée à contester le *Stamp Act*, souvent par la violence. Du Massachusetts à la Caroline du Sud, la loi fut proclamée nulle et non avenue et la foule, contraignant les percepteurs à se démettre, détruisit les timbres abhorrés.

Encouragée par le député Patrick Henry, l'Assemblée de Virginie adopta en mai une série de résolutions dénonçant l'imposition sans représentation comme une menace pour les libertés coloniales. Elle déclara que les habitants de Virginie avaient les mêmes droits que les Anglais et ne pouvaient être taxés que par leurs propres représentants. Le 8 juin, l'Assemblée du Massachusetts invita toutes les colonies à désigner des délégués au «Stamp Act Congress» organisé à New York, en octobre 1765, pour adresser un appel au roi et au Parlement britannique. Vingt-sept orateurs venus de neuf colonies saisirent l'occasion de mobiliser l'opinion contre les ingérences du Parlement dans les affaires américaines. Après de longs débats, les participants adoptèrent un ensemble de résolutions affirmant qu'«aucun impôt ne leur avait jamais été constitutionnellement appliqué et ne pourrait l'être, sauf par leurs législateurs respectifs» et que le *Stamp Act* «tendait manifestement à subvertir les droits et les libertés des colons».

L'IMPOSITION SANS REPRESENTATION

La question ainsi posée tournait autour du problème de la représentation. Du point de vue des colonies, il était impossible de se considérer comme représentées au Parlement si elles n'élisaient pas effectivement certains membres de la Chambre des communes. Mais cette idée était en contradiction avec le principe anglais de la «représentation virtuelle» qui accordait à chaque membre du Parlement le droit de représenter les intérêts de tout le pays – voire de l'Empire – quelle que soit la taille de son électorat. Le reste de la communauté était «représenté», tous les habitants étant censés avoir les mêmes intérêts que les propriétaires chargés d'élire les membres du Parlement.

La plupart des responsables britanniques estimaient que le Parlement était un corps de représentants impériaux habilité à exercer la même autorité sur les colonies que sur la métropole. Les dirigeants américains soutenaient quant à eux qu'il n'existait pas de Parlement «impérial» ; le seul lien juridique dont ils reconnaissaient la valeur était celui qu'ils avaient noué avec la Couronne. Ils affirmaient que le roi régnait sur les colonies comme en Angleterre, mais ils insistaient sur le fait que le Parlement britannique n'avait pas plus le droit de voter des lois pour les colonies qu'une assemblée législative coloniale d'en voter pour l'Angleterre.

Le Parlement n'avait pas l'intention d'accepter les prétentions des colons. Cependant, les négociants britanniques, ressentant les effets du boycott américain, usèrent de toute leur influence pour faire triompher un mouvement en faveur de l'abrogation des nouvelles lois. En 1766, le Parlement capitula : il abolit le *Stamp Act* et amenda le *Sugar Act*. Toutefois, pour apaiser les partisans d'un pouvoir central fort, il adopta le *Declaratory Act*, habilitant le Parlement à édicter des lois applicables aux colonies «dans tous les cas quels qu'ils fussent».

LES *TOWNSHEND ACTS*

En 1767, un nouveau train de mesures raviva, une fois encore, les feux de la discorde. Charles Townshend, chancelier de l'Echiquier, fut appelé à élaborer un nouveau programme fiscal. Soucieux de réduire les impôts payés par

les Anglais en rendant plus efficace la collecte des droits prélevés sur le commerce avec l'Amérique, il renforça les services des douanes tout en préconisant l'imposition de taxes sur les importations coloniales de papier, de verre, de plomb et de thé en provenance d'Angleterre. Ces lois, dites *Townshend Acts*, étaient fondées sur le principe selon lequel les taxes sur les marchandises importées par les colonies étaient légales, contrairement à celles perçues à l'intérieur de ces colonies (dans le cadre du *Stamp Act*, par exemple).

Les *Townshend Acts* avaient pour but d'augmenter les revenus fiscaux partiellement utilisés pour rétribuer les gouverneurs, juges et douaniers coloniaux et assurer l'entretien des troupes britanniques stationnées dans les colonies en Amérique. En réponse, un avocat de Philadelphie, John Dickinson, affirma dans *Letters of a Pennsylvania Farmer* que le Parlement avait le droit de réglementer le commerce impérial, mais pas celui d'imposer des taxes aux colonies, que ces taxes soient perçues à l'intérieur ou à l'extérieur.

La campagne d'agitation qui suivit la promulgation des *Townshend Acts* fut moins violente que celle déclenchée par le *Stamp Act*, mais elle fut néanmoins vigoureuse. Une fois encore, les négociants décidèrent de boycotter les importations et les colons se contentèrent des produits locaux. Ils s'habillèrent de vêtements tissés à la maison et trouvèrent des succédanés de thé, utilisèrent du papier fabriqué sur place et reportèrent à plus tard le moment de repeindre leur maison. A Boston, l'application des nouveaux règlements provoqua des scènes de brutalité. Quand les agents des douanes voulurent percevoir les droits, ils furent attaqués par la foule. Deux régiments britanniques furent alors dépêchés pour protéger les douaniers.

La présence de contingents britanniques à Boston était une invitation permanente aux désordres. Le 5 mars 1770 eut lieu une nouvelle flambée de violence. Ce qui avait commencé comme une inoffensive bataille de boules de neige contre les soldats dégénéra en émeute. Quelqu'un donna l'ordre d'ouvrir le feu. Quand la fumée se dissipa, trois habitants gisaient morts dans la neige. Cet incident, baptisé «massacre de Boston», fut dépeint comme une preuve de la cruauté et de la tyrannie des Anglais.

Face à cette opposition, le Parlement opta, en 1770, pour une retraite stratégique et supprima tous les impôts créés en vertu des *Townshend Acts* sauf les taxes sur le thé, qui était dans les colonies un produit de luxe consommé par une très petite minorité. Pour la plupart des colons, l'initiative du Parlement signifiait qu'ils avaient obtenu une concession majeure et la campagne contre l'Angleterre fut en grande partie abandonnée. L'embargo des colonies sur «le thé anglais» se poursuivit, mais il ne fut pas trop scrupuleusement observé. La prospérité ne faisait qu'augmenter et la plupart des dirigeants coloniaux souhaitaient laisser au temps le soin de modeler l'avenir.

SAMUEL ADAMS

Il y eut un intermède de trois ans de calme pendant lequel un nombre relativement faible d'extrémistes s'efforcèrent d'entretenir la controverse. Ils soutenaient que le paiement de la taxe sur le thé constituait une acceptation du principe habilitant le Parlement à régenter les colonies et craignaient que ce principe ne soit appliqué à tout moment, avec des effets dévastateurs pour les libertés coloniales.

Le chef le plus efficace de ces intransigeants était Samuel Adams, du Massachusetts, qui œuvrait inlassablement à la réalisation d'un objectif unique : l'indépendance. Depuis qu'il avait obtenu son diplôme à Harvard College, en 1740, il n'avait cessé de servir l'Etat, tour à tour inspecteur des cheminées, percepteur et président d'assemblée municipale. Bien qu'il eût échoué dans toutes ses entreprises commerciales, il était avisé et habile en politique et les assemblées municipales de la Nouvelle-Angleterre lui servirent de champ de bataille.

Les buts poursuivis par Samuel Adams étaient de libérer le peuple de sa crainte des autorités sociales et politiques, de lui faire prendre conscience de son propre pouvoir, de son importance, et ainsi de le pousser à l'action. Pour atteindre ces objectifs, il publiait des articles dans les journaux et prononçait des discours lors de réunions municipales au cours desquelles il prônait des résolutions qui en appelaient aux sentiments démocratiques des colons.

En 1772, Samuel Adams convainquit l'assemblée municipale de Boston de désigner un «comité de correspondance» pour exposer les droits et les revendications des colons. Ce comité s'opposa à une décision britannique de rétribuer les juges sur les revenus des douanes ; il craignait que les magistrats ne dépendent plus des législateurs pour leur salaire et ne soient plus responsables devant eux – ce qui aurait conduit à l'apparition d'un «mode despotique de gouvernement». Le comité se mit en rapport avec d'autres villes à ce sujet et leur demanda de préparer des réponses. Des comités de ce genre furent créés dans presque toutes les colonies et c'est ainsi que se constitua l'assise d'organisations révolutionnaires véritables. Mais Samuel Adams n'avait pas encore de quoi mettre le feu aux poudres.

LA *BOSTON TEA PARTY*

Pourtant, en 1773, la Grande-Bretagne fournit à Samuel Adams et à ses alliés une occasion rêvée. La puissante Compagnie des Indes orientales, dans une situation financière critique, fit appel au gouvernement britannique qui lui octroya le monopole des exportations de thé à destination des colonies et l'autorisa à approvisionner directement les détaillants sans passer par les grossistes coloniaux qui servaient auparavant d'intermédiaires. Depuis 1770, il existait un trafic illégal si florissant que la majeure partie du thé consommé en Amérique était introduite en contrebande de l'étranger. En vendant son thé par l'entremise de ses propres agents et à un prix bien inférieur à celui des grossistes, la Compagnie faisait de la contrebande une activité peu rentable et menaçait d'éliminer du même coup les marchands indépendants des colonies. Indignés non seulement par la perte du commerce du thé mais aussi par l'instauration d'une pratique monopolistique, les négociants coloniaux se joignirent aux extrémistes qui faisaient campagne en faveur de l'indépendance.

Dans les ports de la côte atlantique, les agents de la Compagnie des Indes orientales furent contraints de démissionner et les nouvelles cargaisons de thé furent renvoyées en Angleterre ou entreposées. A Boston, pourtant, les

agents défièrent les colons et, avec le soutien du gouverneur royal, s'organisèrent pour décharger les cargaisons à venir, malgré les opposants. Dans la nuit du 16 décembre 1773, des hommes déguisés en Indiens et conduits par Samuel Adams montèrent à bord de trois navires britanniques ancrés dans le port de Boston et jetèrent leur chargement de thé à la mer. Ils avaient pris cette décision par crainte de voir les colons accepter de payer la taxe et acheter le thé si celui-ci était débarqué. Samuel Adams et son groupe d'indépendantistes ne se fiaient pas à leurs concitoyens quant au respect des principes.

L'Angleterre se trouvait désormais confrontée à une crise. La Compagnie des Indes orientales avait appliqué une loi adoptée par le Parlement. Ne pas punir la destruction du thé c'était, pour les parlementaires, reconnaître à la face du monde qu'ils n'exerçaient plus aucune autorité sur les colonies. Dans les milieux officiels de Grande-Bretagne, on condamna presque unanimement la *Boston Tea Party* comme un acte de vandalisme et on préconisa des mesures judiciaires pour mettre au pas les colons insurgés.

DES MESURES COERCITIVES

Le Parlement répondit par de nouvelles lois que les colons qualifièrent de «lois de coercition» ou «lois intolérables». La première, le *Boston Port Bill* (loi sur le Port de Boston), prévoyait la fermeture de ce port aussi longtemps que le thé détruit n'aurait pas été remboursé. C'était un acte qui menaçait l'existence même de la cité, car couper Boston de la mer vouait la ville à la ruine économique. D'autres dispositions limitaient le pouvoir local et interdisaient la plupart des réunions municipales tenues sans le consentement du gouverneur. Une loi sur le cantonnement exigeait des autorités locales qu'elles fournissent des quartiers confortables aux troupes britanniques – chez les particuliers si nécessaire. Loin de soumettre et d'isoler le Massachusetts, comme l'avaient espéré les parlementaires britanniques, ces lois lui apportèrent l'appui des autres colonies.

Le *Quebec Act* (loi sur le Québec), adopté presque au même moment, étendait les frontières de cette province et

garantissait à ses habitants français la liberté religieuse et le respect de leur droit coutumier. Les colons s'opposèrent à cette législation qui ne tenait pas compte de l'ancienne charte établissant leurs droits sur les territoires de l'Ouest. L'existence, au nord et au nord-ouest, d'une province dominée par les catholiques menaçait en effet d'entraver leur expansion. Bien que le *Quebec Act* n'ait pas fait partie des mesures punitives, il fut considéré par les Américains comme l'une des lois de coercition que l'on appela désormais les «cinq lois intolérables».

A l'initiative de l'Assemblée de Virginie, les représentants des colonies se réunirent à Philadelphie le 5 septembre 1774 «pour se consulter sur le malheureux état présent des colonies». Les personnalités désignées pour assister à cette réunion, connue sous le nom de Premier Congrès continental, avaient été choisies par des congrès provinciaux ou des conventions populaires. Chaque colonie, à l'exception de la Georgie, envoya au moins un délégué ; la présence de 55 participants suffit à assurer la diversité des opinions tout en permettant des débats authentiques et une action efficace. Les divergences posaient un véritable dilemme aux délégués. Il leur fallait faire montre d'une solide unanimité pour inciter le gouvernement britannique à faire des concessions et éviter en même temps toute manifestation de radicalisme ou d'esprit d'indépendance, qui aurait pu alarmer les Américains modérés. Le discours inaugural fut des plus prudents, mais il fut suivi par une «résolution» aux termes de laquelle aucune obéissance n'était due aux lois de coercition. Les débats se terminèrent par l'adoption d'une série de résolutions mentionnant notamment le droit des colons à «la vie, la liberté et la propriété» et le droit des assemblées législatives provinciales de régler «tous les cas concernant les impôts et la politique intérieure».

La mesure la plus importante fut cependant la formation d'une «Association continentale» destinée à veiller à la reprise du boycott commercial et à l'instauration d'un système de comités chargés d'inspecter les passages en douane, de publier les noms des négociants qui violeraient les accords et de confisquer leurs importations, de prôner la frugalité et d'encourager l'économie et l'industrie.

L'Association assuma immédiatement un rôle directeur dans les colonies, incitant les nouvelles organisations locales à éliminer ce qui restait de l'autorité royale. Conduites par les dirigeants indépendantistes, ces organisations étaient soutenues non seulement par les moins bien nantis mais aussi par beaucoup de membres des professions libérales, notamment les hommes de loi, par la plupart des planteurs du Sud et par nombre de commerçants. Elle firent pression sur ceux qui hésitaient, les obligeant à se joindre au mouvement populaire, et châtièrent ceux qui leur demeuraient hostiles. Elles commencèrent ensuite à rassembler du matériel militaire et à lever des troupes. Enfin, elles insufflèrent une ardeur révolutionnaire à l'opinion publique.

Maints Américains, opposés à tout empiètement britannique sur les droits des colonies, n'en étaient pas moins favorables à la discussion et au compromis pour résoudre les problèmes en suspens. Parmi eux figuraient des fonctionnaires désignés par la Couronne, beaucoup de quakers et certains membres d'autres sectes religieuses opposées à l'usage de la violence. Il y avait aussi de nombreux marchands – des colonies du Centre, en particulier – quelques agriculteurs mécontents et des pionniers du Sud.

Le roi aurait pu faire alliance avec ces nombreux modérés et, par des concessions opportunes, si bien renforcer leurs positions que les révolutionnaires auraient eu du mal à engager les hostilités. Mais George III n'avait nulle intention de consentir à des compromis. En septembre 1774, manifestant son dédain envers une pétition des quakers de Philadelphie, il écrivait : «Le sort en est jeté, les colonies doivent se soumettre ou triompher.» Cette attitude isola les loyalistes consternés et épouvantés par le tour qu'avaient pris les événements après l'adoption des lois de coercition.

LE DEBUT DE LA REVOLUTION

Le général Thomas Gage, aimable gentleman britannique dont l'épouse était née en Amérique, commandait la garnison de Boston où les activités politiques avaient presque entièrement pris le pas sur le commerce. Sa principale mission était de faire appliquer les lois de coercition. Quand il

apprit que les colons du Massachusetts amassaient des réserves de poudre et du matériel militaire dans la ville de Concord, à 32 kilomètres de Boston, il y dépêcha un important détachement pour confisquer ces munitions.

Après une nuit de marche, les soldats britanniques atteignirent le village de Lexington, le 19 avril 1775. C'est là qu'ils virent, dans la brume du petit matin, une bande de 70 *minutemen* à l'air menaçant – on les appelait ainsi parce qu'ils avaient la réputation d'être prêts à combattre «à la minute». Ces derniers voulaient seulement manifester en silence, mais le commandant John Pitcairn, chef du détachement anglais, hurla : «Dispersez-vous, sales rebelles ! Partez, espèces de chiens !» Le chef des *minutemen,* le capitaine John Parker, interdit aux siens de tirer les premiers. Les Américains battaient en retraite quand un coup de fusil retentit, incitant les Anglais à faire feu. Ils chargèrent alors à la baïonnette, faisant huit morts et dix blessés. Ce fut, selon la phrase d'Emerson si souvent citée, «le coup de feu qui retentit tout autour du globe».

Puis les Britanniques poursuivirent leur route jusqu'à Concord. Les Américains avaient emporté la plus grande partie des munitions, mais les Anglais détruisirent ce qu'il en restait. Pendant ce temps, les forces américaines s'étaient regroupées dans la campagne environnante ; elles marchèrent sur Concord où elles infligèrent des pertes aux Anglais qui entamèrent leur lente retraite vers Boston. Tout au long de la route, des miliciens venus de «tous les villages et de toutes les fermes du Middlesex» prirent pour cible les tuniques rouge vif des soldats britanniques. A leur arrivée à Boston, les Anglais, épuisés, déploraient 250 tués et blessés. Les Américains, quant à eux, avaient perdu 93 hommes.

Les tocsins de Lexington et de Concord résonnaient encore quand le Second Congrès continental se réunit à Philadelphie, en Pennsylvanie, le 10 mai 1775. Dès le 15 mai, il avait voté l'entrée en guerre, affecté les milices coloniales au service national et nommé le colonel George Washington, originaire de Virginie, commandant en chef des forces américaines. A ce moment-là, les Américains subirent de lourdes pertes à Bunker Hill, aux abords de Boston. Le Congrès ordonna également la levée d'un corps expéditionnaire pour

marcher sur le Canada avant l'automne. Les Américains réussirent à occuper Montréal, mais ils échouèrent devant Québec après avoir lancé un assaut en hiver et ils se replièrent sur New York.

Malgré le déclenchement d'un conflit armé, l'idée d'une séparation totale d'avec l'Angleterre répugnait toujours à certains membres du Congrès continental. En juillet, John Dickinson rédigea une résolution, connue sous le nom de «Pétition du rameau d'olivier», pour supplier George III de suspendre toute nouvelle action militaire jusqu'à ce qu'un accord soit mis au point sous une forme ou une autre. Mais le roi ne tint pas compte de cette pétition et, le 23 août 1775, il déclara officiellement les colonies en état de rébellion.

L'Angleterre avait espéré que le Sud lui resterait fidèle, en partie parce qu'il dépendait de l'esclavage. Dans cette région, nombreux étaient ceux qui craignaient qu'une rébellion contre la mère patrie ne déclenche une révolte des esclaves contre les planteurs. En novembre 1775, Lord Dunmore, gouverneur de Virginie, offrit la liberté à tous les esclaves qui prendraient les armes du côté des Anglais, avec pour seul effet d'inciter nombre de Virginiens, qui seraient restés loyalistes, à passer dans le camp des rebelles.

En Caroline du Nord, le gouverneur, Josiah Martin, exhorta la population à rester fidèle à la Couronne. Mille cinq cents hommes répondirent à son appel, mais ils furent écrasés par les armées révolutionnaires avant que les troupes anglaises aient pu leur venir en aide.

Les navires de guerre britanniques, descendus le long de la côte jusqu'en Caroline du Sud, ouvrirent le feu sur la ville de Charleston dès le début de juin 1776, mais les colons avaient eu le temps de se préparer et ils repoussèrent les Anglais avant la fin du mois. Ces derniers n'allaient pas retourner dans le Sud avant plus de deux ans.

LE SENS COMMUN ET L'INDEPENDANCE

En janvier 1776, Thomas Paine, homme politique et écrivain théoricien qui avait quitté l'Angleterre pour s'installer en Amérique en 1774, publia un pamphlet de cinquante pages intitulé *Common Sense* (*Le Sens commun)*. En trois

mois, 100 000 exemplaires étaient vendus. Thomas Paine s'attaquait à l'idée de la monarchie héréditaire et déclarait qu'un homme honnête, à lui seul, valait mieux pour la société que «tous les chenapans couronnés qui aient jamais existé». Il présentait les choix possibles : la soumission permanente à un roi tyrannique et à un gouvernement dépassé, ou la liberté et le bonheur dans une république indépendante se suffisant à elle-même. Diffusée dans toutes les colonies, cette brochure contribua à cristalliser le désir de la population de se séparer de l'Angleterre.

Il restait pourtant à faire approuver, par chacune des colonies, une déclaration officielle à cet effet. Le 10 mai 1776, un an jour pour jour après l'ouverture du Second Congrès continental, fut adoptée une résolution appelant à la séparation. Il ne s'en fallait plus que d'une proclamation en bonne et due forme. Le 7 juin, Richard Henry Lee, délégué de Virginie, proposa une motion affirmant «que ces colonies unies sont et doivent être de plein droit des Etats libres et indépendants…» Désigné sur-le-champ, un comité de cinq membres dirigé par le Virginien Thomas Jefferson fut chargé de préparer une déclaration officielle.

Due en grande partie aux travaux de Thomas Jefferson, la Déclaration d'Indépendance fut adoptée le 4 juillet 1776 ; elle ne se contentait pas d'annoncer la naissance d'une nouvelle nation mais proclamait également la liberté de l'homme, théorie qui allait devenir une force vive dans le monde entier. Elle empruntait à la philosophie politique des Lumières, tant française qu'anglaise, mais on peut y relever une influence particulière, celle du *Deuxième Traité du gouvernement civil* de John Locke. Ce dernier avait repris certaines notions dans le droit traditionnel des Anglais et les avait rendues universelles en y voyant les droits naturels de tous les hommes. Ce célèbre passage du préambule de la Déclaration d'Indépendance fait écho à sa théorie du gouvernement fondée sur le contrat social :

> *Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont éta-*

blis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur.

Dans la Déclaration d'Indépendance, Thomas Jefferson appliquait directement les principes de John Locke à la situation des colonies. Lutter pour l'indépendance de l'Amérique, c'était combattre pour instaurer, à la place d'un gouvernement confié à un roi qui «s'est coalisé avec d'autres pour nous soumettre à une juridiction étrangère à nos Constitutions et non reconnue par nos lois…», un régime fondé sur le consentement populaire. Seul un système de ce type pouvait garantir les droits naturels à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur. Ainsi, entrer en guerre pour conquérir l'indépendance revenait à se battre pour les droits naturels de chacun.

DEFAITES ET VICTOIRES

Bien que les Américains aient subi de sérieux revers pendant de nombreux mois après la proclamation de leur indépendance, leur ténacité et leur persévérance finirent par porter leurs fruits. En août 1776, au cours de la bataille de Long Island, à New York, la position de George Washington devint intenable et il effectua une retraite magistrale à bord de petites embarcations qui ramenèrent ses troupes de Brooklyn aux rivages de Manhattan. Le général britannique William Howe hésita par deux fois à passer à l'attaque, ce qui permit aux Américains de lui échapper. Pourtant, au mois de novembre, il occupa le fort Washington, sur l'île de Manhattan. La ville de New York allait demeurer sous domination britannique jusqu'à la fin de la guerre.

En décembre, les forces commandées par Washington étaient proches de l'effondrement, car le ravitaillement et l'aide promise avaient fait défaut. Mais Howe manqua une fois encore l'occasion d'écraser les Américains en décidant

d'attendre le printemps pour reprendre la lutte. Dans l'intervalle, Washington traversa la Delaware au nord de Trenton, dans le New Jersey. Aux premières heures de l'aube, le 26 décembre, ses troupes surprirent la garnison de Trenton et firent plus de 900 prisonniers. Une semaine plus tard, le 3 janvier 1777, Washington attaqua les Anglais à Princeton, regagnant la plus grande partie des territoires qu'ils occupaient. Les victoires de Trenton et de Princeton firent renaître l'espoir dans le camp américain.

Toutefois, en 1777, le général Howe infligea une défaite à l'armée américaine, à Brandywine, en Pennsylvanie, et s'empara de Philadelphie, ce qui contraignit le Congrès continental à la fuite. Washington dut affronter les rigueurs de l'hiver 1777-1778 à Valley Forge, en Pennsylvanie, sans vivres, sans matériel et sans vêtements appropriés. Les troupes américaines souffrirent pourtant moins de cette pénurie que de l'attitude des fermiers et des commerçants qui préféraient échanger leurs marchandises contre de l'or et de l'argent anglais plutôt que contre le papier-monnaie mis en circulation par le Congrès continental et les Etats.

C'est à Valley Forge que l'armée de Washington connut la période la plus critique, mais l'année 1777 se révéla être le tournant de la guerre. A la fin de 1776, le général britannique John Burgoyne conçut un plan pour envahir l'Etat de New York et la Nouvelle-Angleterre par le lac Champlain et l'Hudson, mais il avait des équipements bien trop lourds pour traverser ces terrains boisés et marécageux. A Oriskany, dans l'Etat de New York, un détachement de loyalistes et d'Indiens placé sous son commandement dut affronter une unité américaine mobile et expérimentée. A Bennington, dans le Vermont, d'autres forces du général Burgoyne, en quête de ravitaillement dont elles avaient grand besoin, se heurtèrent à l'armée américaine. La bataille qui s'ensuivit retarda suffisamment les troupes anglaises pour permettre à Washington de dépêcher des renforts venus de la vallée inférieure de l'Hudson près d'Albany. Quand le général Burgoyne reprit sa marche, les Américains l'attendaient de pied ferme. Conduits par Benedict Arnold – qui allait plus tard trahir les siens à West Point, dans l'Etat de New York – ils repoussèrent par deux fois les Anglais.

Ceux-ci se replièrent sur Saratoga où il furent encerclés par les forces américaines commandées par le général Horatio Gates. Le 17 octobre 1777, Burgoyne se rendit avec toute son armée. Les Anglais perdirent six généraux, 300 officiers et 5 500 soldats.

L'ALLIANCE FRANCO-AMERICAINE

En France, l'enthousiasme pour la cause américaine était très fort : les milieux intellectuels français se trouvaient eux-mêmes en révolte contre le féodalisme et les privilèges. Pourtant, si la Cour apporta son aide aux colonies, ce fut pour des raisons géopolitiques plus qu'idéologiques : depuis sa défaite de 1763, la France guettait l'occasion de prendre sa revanche sur l'Angleterre. Pour soutenir la cause de l'Amérique, Benjamin Franklin fut envoyé à Paris en 1776. Son esprit, son astuce et son intelligence se firent vite remarquer et contribuèrent puissamment à décider les Français à apporter leur aide.

La France avait commencé par expédier aux colonies américaines, dès le mois de mai 1776, quatorze navires chargés de matériel militaire. En fait, la plus grande partie de la poudre utilisée par les soldats américains était de provenance française. Après la défaite des Anglais à Saratoga, la France vit l'occasion d'affaiblir sérieusement son ancien ennemi et de rétablir l'équilibre des puissances qui avait été bouleversé par la guerre de Sept ans (opposant l'Angleterre aux Français et aux Indiens). Le 6 février 1778, l'Amérique et la France signèrent un traité d'amitié et de commerce aux termes duquel la France reconnaissait l'Amérique et lui accordait des concessions commerciales. Les deux pays signèrent également un traité d'alliance selon lequel, si la France entrait en guerre, aucun des deux Etats ne déposerait les armes tant que l'Amérique n'aurait pas obtenu son indépendance ; il était en outre convenu qu'aucune des deux parties ne ferait la paix avec l'Angleterre sans le consentement de l'autre et que chacune garantirait à l'autre ses possessions en Amérique. Ce fut, jusqu'en 1949, le seul traité de défense bilatéral signé par les Etats-Unis ou les colonies qui les avaient précédés.

La conclusion de l'alliance franco-américaine élargit rapidement le conflit. En juin 1778, la flotte britannique attaqua des vaisseaux français et les deux pays entrèrent en guerre. En 1779, l'Espagne, dans l'espoir de récupérer les territoires que lui avaient pris les Anglais pendant la guerre de Sept ans, entama les hostilités aux côtés de la France, mais sans s'allier aux colons insurgés. En 1780, l'Angleterre déclara la guerre aux Pays-Bas qui avaient continué à commercer avec les Américains. La combinaison de ces puissances européennes, la France en tête, représentait pour les Anglais une menace bien plus grande que les seules colonies américaines.

LES BRITANNIQUES COMBATTENT DANS LE SUD

Après l'entrée en guerre des Français, les Anglais attaquèrent une fois encore dans le Sud. C'est là, croyaient-ils, qu'ils pourraient écraser la rébellion le plus facilement, car ils pensaient que la plupart des habitants feraient acte d'allégeance à leur égard. Vers la fin de 1778, les Anglais entamèrent donc une campagne pour mettre la main sur les colonies du Sud. Elle débuta par la prise de Savannah, en Georgie. Puis les troupes anglaises marchèrent sur Charleston, en Caroline du Sud, le port méridional le plus important. Avec l'appui de forces navales et amphibies, les Anglais réussirent à encercler les forces américaines dans la péninsule de Charleston. Le 12 mai, le général Benjamin Lincoln capitula avec 5 000 soldats. La ville était perdue. Ce fut la plus grave défaite américaine de la guerre.

Mais ce revers de fortune ne fit qu'exaspérer les rebelles américains. Bientôt, les colons de Caroline du Sud commencèrent à se déployer dans l'arrière-pays pour attaquer les lignes de ravitaillement britanniques. En juillet, le général américain Horatio Gates, qui avait rassemblé une force improvisée faite de miliciens peu expérimentés, se dirigea à marches forcées sur Camden, en Caroline du Sud, pour arrêter les Anglais conduits par le général Charles Cornwallis. Cependant, les soldats américains, mal préparés, furent pris de panique et s'enfuirent devant l'armée régulière britannique. Les troupes anglaises affrontèrent

encore les Américains à plusieurs reprises, mais la bataille la plus importante eut lieu à Cowpens, en Caroline du Sud, au début de 1781. Ce fut une lourde défaite pour les Britanniques. Après une poursuite épuisante, mais vaine, à travers la Caroline du Nord, le général Cornwallis se replia en Virginie.

VICTOIRE ET INDEPENDANCE

En juillet 1780, Louis XVI envoya en Amérique un corps expéditionnaire de 6 000 hommes, sous les ordres du comte Jean de Rochambeau. En outre, la flotte française harcelait les navires ennemis et empêcha une flotte britannique, partie de New York, de faire parvenir des renforts et du ravitaillement aux troupes anglaises combattant en Virginie. Les forces terrestres et navales des Français et des Américains s'élevaient au total à 18 000 hommes qui luttèrent contre les troupes du général Cornwallis pendant tout l'été et le début de l'automne. Finalement, le 19 octobre 1781, après avoir été cerné dans Yorktown, sur la côte de Virginie, le général Cornwallis se rendit avec son armée, qui comptait 8 000 soldats.

Bien que cette défaite n'ait pas immédiatement mis fin au conflit – qui allait encore se poursuivre pendant près de deux ans – le nouveau gouvernement instauré par Londres décida d'entamer des négociations de paix à Paris, au début de 1782, avec, comme représentants américains, Benjamin Franklin, John Adams et John Jay. Le 15 avril 1783, le Congrès approuva le traité définitif qui fut signé par l'Angleterre et ses anciennes colonies le 3 septembre. Connu sous le nom de traité de Paris, l'accord de paix reconnaissait l'indépendance, la liberté et la souveraineté des treize anciennes colonies promues au rang d'Etats. L'Angleterre leur cédait les territoires s'étendant, à l'ouest, jusqu'au Mississippi, au nord, jusqu'au Canada, et au sud, jusqu'à la Floride, qui fut restituée à l'Espagne. Les jeunes colonies en pleine croissance dont Richard Henry Lee avait parlé plus de sept ans auparavant étaient finalement devenues des «Etats libres et indépendants». Restait à les souder tous ensemble pour en faire une nation.

LES LOYALISTES PENDANT LA GUERRE D'INDEPENDANCE

Les Américains désignent aujourd'hui leur guerre d'Indépendance sous le nom de «Révolution américaine». Pourtant, à maints égards, ce fut une guerre civile. Les colons américains qui manifestaient leur loyalisme envers la Couronne, et que leurs adversaires appelaient les tories, *étaient hostiles à la Révolution, et beaucoup d'entre eux avaient même pris les armes contre les «rebelles». Les estimations quant au nombre de ces loyalistes atteignent parfois 500 000 personnes, soit 20 % de la population blanche des colonies.*

Quelles étaient leurs motivations ? Tous les Américains cultivés, monarchistes ou révolutionnaires, admettaient la théorie des droits naturels de John Locke et croyaient que le gouvernement devait être soumis à certaines limitations. Aussi loyalistes et rebelles critiquaient-ils à l'unisson certaines initiatives britanniques, comme le Stamp Act *et les lois de coercition. Mais les loyalistes voulaient protester par des moyens pacifiques et pensaient que l'indépendance leur ferait perdre les avantages économiques garantis par leur appartenance au système mercantiliste britannique.*

Les loyalistes venaient de toutes les couches sociales. La plupart étaient de petits agriculteurs, des artisans et des boutiquiers. Les riches marchands tendaient eux aussi à être loyalistes, tout comme les pasteurs anglicans, en particulier chez les puritains de la Nouvelle-Angleterre. Il y avait également quelques Noirs à qui les Anglais avaient promis la liberté, des Indiens, des serviteurs sous contrat et quelques émigrés allemands qui avaient pris parti pour la Couronne surtout parce que George III était d'origine germanique.

Le nombre des loyalistes variait selon les colonies. Des estimations récentes donnent à penser qu'ils formaient la moitié de la population dans l'Etat de New York. Dans les Carolines, les agriculteurs de l'arrière-pays étaient loyalistes, tandis que les planteurs de la côte tendaient à soutenir les révolutionnaires. Pendant la guerre d'Indépendance, la plupart des loyalistes n'eurent guère à souffrir pour leurs opinions. Pourtant, une minorité d'entre eux, soit quelque 19 000 hommes, armés et équipés par les Anglais, prirent part au combat.

Le traité de paix signé à Paris imposait au Congrès de restituer les biens confisqués aux loyalistes. Les héritiers de William Penn, en Pennsylvanie, et ceux de George Calvert dans le Maryland reçurent ainsi de généreuses indemnités. Dans les Carolines, où l'hostilité entre rebelles et loyalistes était particulièrement virulente, ces derniers ne furent guère nombreux à retrouver leurs biens. Dans l'Etat de New York, comme dans les Carolines, les confiscations avaient entraîné une sorte de révolution sociale, car de larges domaines avaient été divisés entre de petits exploitants agricoles.

Quelque 100 000 loyalistes quittèrent le pays, notamment John Singleton Copley, le plus grand peintre américain de son temps. La plupart s'installèrent au Canada. Certains rentrèrent au pays par la suite, même si, dans plusieurs Etats de l'Union, ils avaient perdu leur éligibilité. Pendant bien des décennies après la guerre d'Indépendance, les Américains préférèrent ignorer qu'il y avait eu des loyalistes parmi eux. A l'exception de Copley, ce furent les oubliés de l'histoire américaine. ★